



Mission régionale d'autorité environnementale

Grand Est

**Décision de ne pas soumettre à évaluation environnementale
la révision allégée du Plan local d'urbanisme (PLU)
de la commune d'Aÿ-Champagne (51)**

n°MRAe 2019DKGE264

La Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est

Vu la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement, notamment son annexe II ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.104-1 à L.104-8 et R.104-1 et suivants ;

Vu le code de l'environnement, notamment l'article L.122-4 III 3° ;

Vu le décret n° 2016-519 du 28 avril 2016 portant réforme de l'autorité environnementale ;

Vu le décret n° 2015-1229 du 2 octobre 2015 modifié relatif au Conseil général de l'environnement et du développement durable, notamment son article 11 ;

Vu les arrêtés ministériels des 19 décembre 2016, 15 décembre 2017 et 30 avril 2019, portant nomination des membres de la Mission régionale d'autorité environnementale Grand Est ;

Vu la décision du 26 mai 2016 de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est donnant délégation à son président pour certaines décisions au cas par cas ;

Vu la décision du 31 janvier 2018 de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Grand Est relative à l'intérim de son président ;

Vu la demande d'examen au cas par cas réceptionnée le 7 août 2019 et déposée par la commune d'Aÿ-Champagne (51), relative à la révision allégée du Plan local d'urbanisme (PLU) de ladite commune, constituée des bourgs d'Aÿ, de Mareuil et de Bisseuil ;

Vu la consultation de l'Agence régionale de santé (ARS) du 7 août 2019 ;

Considérant que le projet de révision allégée du PLU de la commune d'Aÿ-Champagne (5 741 habitants en 2016 selon l'INSEE), a pour unique objet la suppression des « Espaces boisés classés » (EBC) de la zone urbaine, délimités en 2009, au profit de la protection assurée par le Site patrimonial remarquable (SPR) de la commune, ex Aire de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP), approuvé le 23 février 2016 ;

Observant que :

- les EBC supprimés situés dans la zone urbaine du bourg d'Aÿ et du bourg de Mareuil représentent une superficie d'environ 3,75 hectares (ha) ;
- la quasi-totalité de ces espaces est identifiée en tant que jardins remarquables dans le plan de protection et de mise en valeur du centre ancien du SPR ; les espaces de jardins remarquables répertoriés dans ces deux bourgs représentent une superficie d'environ 5 ha ;
- l'AVAP a fait l'objet d'une décision de non soumission à évaluation environnementale de l'Autorité environnementale préfectorale du 24 octobre 2014 ;

- la zone urbaine de la commune n'est pas couverte par les zones remarquables répertoriées sur le territoire communal (Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type 1 et 2, zones humides) ;
- le dossier précise que les règles applicables aux jardins remarquables sont plus adaptées au contexte urbain et l'identification en tant que jardins remarquables dans le SPR apporte une plus-value patrimoniale à la commune en plus d'une protection de la structure paysagère du lieu identifié ;
- le règlement du SPR précise notamment que les éléments bâtis qualitatifs de type fontaines, escaliers, terrasses, murs de soutènement, seront maintenus et restaurés, que les arbres de haute tige seront conservés et entretenus, que leur coupe feront l'objet d'une autorisation préalable de l'autorité municipale et que l'arbre sera remplacé à l'identique ;
- par le biais de cette révision et de la suppression des EBC, la commune souhaite éviter une superposition de règles et permettre également des extensions aux constructions existantes (impossibles dans des EBC) mais réalisables au sein des espaces de jardins remarquables identifiés dans le SPR ;

Recommandant, afin de protéger davantage ces espaces de nature en ville, d'intégrer dans le règlement du SPR des limitations de l'emprise des extensions autorisées dans ces zones de jardin ;

conclut :

qu'au vu de l'ensemble des informations fournies par la commune d'Aÿ-Champagne, des éléments évoqués ci-avant et des connaissances disponibles à la date de la présente décision, **et sous réserve de la prise en compte de la recommandation**, le Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Aÿ-Champagne n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement et sur la santé humaine au sens de l'annexe II de la directive 2001/42/CE du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

et décide :

Article 1^{er}

En application, des dispositions du chapitre IV du Livre Premier du code de l'urbanisme et sur la base des informations fournies par la personne publique responsable, la révision allégée du Plan local d'urbanisme (PLU) de la commune d'Aÿ-Champagne **n'est pas soumise à évaluation environnementale.**

Article 2

La présente décision ne dispense pas des obligations auxquelles le projet peut être soumis par ailleurs.

Elle ne dispense pas les projets, éventuellement permis par ce plan, des autorisations administratives ou procédures auxquelles ils sont eux-mêmes soumis.

Une nouvelle demande d'examen au cas par cas du projet de plan est exigible si celui-ci, postérieurement à la présente décision, fait l'objet de modifications susceptibles de générer un effet notable sur l'environnement.

Article 3

La présente décision sera publiée sur le site Internet de la Mission régionale d'autorité environnementale. En outre, en application de l'article R.104-33 du code de l'urbanisme, la présente décision doit être jointe au dossier d'enquête publique.

Fait à Metz, le 4 octobre 2019

Le président de la Mission régionale d'autorité
environnementale,
par délégation,


Alby SCHMITT

| |
|----------------------------|
| Voies et délais de recours |
|----------------------------|

1) En application de l'article R122-18 IV du code de l'environnement, vous pouvez déposer un recours administratif préalable devant l'autorité environnementale qui a pris la décision de soumission à évaluation environnementale. Ce recours administratif constitue un recours gracieux qui doit, sous peine d'irrecevabilité, précéder le recours contentieux.

Il doit être formé dans le délai de deux mois suivant la réception de la décision. En cas de décision implicite, le recours doit être formé dans le délai de deux mois suivant la publication sur le site internet de l'autorité environnementale de la mention du caractère tacite de la décision. L'absence de réponse au recours gracieux à l'issue d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet du recours.

Ce recours gracieux doit être adressé à :

Monsieur le président de la Mission régionale d'autorité environnementale
MRAe Grand Est c/o MIGT
1 boulevard Solidarité
Metz Technopôle
57076 METZ cedex 3

2) Le recours contentieux

a) Si la décision de l'autorité environnementale impose une évaluation environnementale, alors le recours doit être formé dans le délai de deux mois à compter de la réception de la décision de rejet du recours administratif préalable (recours gracieux) ou dans le délai de deux mois à compter de la décision implicite de rejet de celui-ci. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

b) Si la décision de l'autorité environnementale dispense d'évaluation environnementale, alors le recours doit être formé à l'encontre de la décision ou de l'acte d'autorisation approuvant ou adoptant le plan ou document concerné (et non à l'encontre de la décision de dispense de l'autorité environnementale) dans un délai de deux mois à compter de l'approbation de ce plan ou document. Le recours contentieux doit être adressé au tribunal administratif compétent.

En effet, la décision dispensant d'une évaluation environnementale rendue au titre de l'examen au cas par cas ne constitue pas une décision faisant grief, mais un acte préparatoire ; elle ne peut faire l'objet d'un recours direct, qu'il soit administratif préalable (recours gracieux) ou contentieux.